

CANALBOX
VIVEZ L'INTERNET ILLIMITÉ

FIBREZ SANS FRAIS

EN AVRIL L'INSTALLATION ET LA BOX FIBRE SONT A 0 FCFA

8866 www.canalbox.tg

Site web: www.ecoetfinances.com

Prix: 300F cfa

Site web: www.ecoetfinances.com

Prix: 300F cfa

ECO & FINANCES

Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC/0643/01/08/2022/HAAC

BRVM

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
Afrique de l'Ouest

Voltic

ASSOIFFÉ DE VICTOIRE,
Buvez l'eau minérale naturelle **VOLTIC!**

No dites plus non, dites Voltic.

PRINCIPAUX PRODUITS ALIMENTAIRES IMPORTÉS PAR LES PAYS DE L'UEMOA

L'indice des prix en devises a reculé de 0,6% au cours du dernier trimestre 2023

Page 3



Nouveau rapport de l'OCDE

L'APD à destination des pays africains a augmenté de 42 milliards \$ en 2023

Page 6

DETTE EXTÉRIEURE ALARMANTE EN AFRIQUE

La mise en garde de Akinwumi Adesina, président de la BAD

Page 4

INAUGURATION D'UN CENTRE D'APPEL AU PAL

Vers une amélioration de la communication et de services

Page 2

SAFER

Apprêter sa juste monnaie avant un poste de péage, c'est favoriser un franchissement fluide et rapide.

Inauguration d'un centre d'appel au PAL

Vers une amélioration de la communication et de services

Le Port autonome de Lomé (PAL) dans sa quête continue d'efficacité et de d'innovation a annoncé depuis le 16 avril 2024, l'ouverture officielle de son nouveau centre d'appel offrant une meilleure relation de communication entre la direction du Port et les utilisateurs de la plateforme logistique de Lomé. Cet investissement stratégique vise à renforcer la relation client et à améliorer le traitement des informations pour tous les usagers du port.

Anissatou AFFO
(Stagiaire)

Conçu pour faciliter les interactions avec les clients et partenaires, le nouveau centre d'appel du PAL, permettra de résoudre efficacement les problèmes et de fournir des renseignements précis en temps réel. Les opérateurs économiques et les usagers peuvent désormais grâce à ce centre d'appel, entrer en contact avec le PAL à tout moment, 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. Il suffit de composer le 8818 pour accéder à un personnel qualifié, prêt à répondre à toutes les demandes et réclamations.

« Dans un environnement fortement concurrentiel, le



centre d'appel devient un véritable dispositif d'écoute clients, qui renforce notre place dans le concert des ports modernes de la sous-région », a indiqué Fogan Adegnon, directeur général du PAL, avant d'ajouter que « ce call center connaîtra l'intégration et l'utilisation des

outils modernes de communication (mails, SMS, réseaux sociaux) et servira de point unique d'entrée et de traitement des informations pour la plateforme portuaire ». Doté de 10 cabines avec un personnel formé, le centre d'appel est équipé pour gérer une large gamme

d'interaction, en allant des suivis de commandes, des informations sur les escales de navires à la gestion des paiements ou des plaintes. Le personnel peut également alerter les équipes compé-

de communication du PAL. A ce Call center, seront intégrés plus tard des outils modernes de communication notamment le mail, le SMS, les réseaux sociaux (WhatsApp, Telegram, etc). Il servira ainsi de point unique d'entrée et de traitement des informations pour la plateforme portuaire.

L'inauguration du centre s'inscrit dans une série d'initiatives prises par le PAL pour assurer une gestion optimale des activités portuaires et renforcer sa position comme pivot central dans le commerce international régional. Ce projet témoigne de l'ambition du PAL de se hisser aux standards internationaux en matière de services aux usagers. En s'appuyant sur des partenariats solides et une volonté constante d'innovation, le PAL affirme sa position de leader dans le golfe de Guinée.

tentes du port pour assurer l'assistance au transport et au transit des marchandises. Les opérateurs du centre d'appel sont là pour aider et guider les usagers à chaque étape. Ce centre d'appel n'est que le début d'un projet ambitieux de modernisation des outils

Méthodologie de marquage et d'élaboration du budget vert du Togo

Fin des travaux sous la supervision d'une mission d'assistance du FMI

Ce budget vert 2024 qui devrait faire l'objet de perfection a reçu plutôt le satisfecit de Mr Thomas ESPEILLAC, Expert du FMI qui néanmoins a fait certaines recommandations essentielles pour son amélioration et pour le futur.

Joël JAY

Les travaux de revue qualité du marquage et cotation du budget sensible au climat et à l'environnement dont la cérémonie d'ouverture a été faite le 08 avril 2024, ont pris fin ce vendredi 19 avril 2024. Après deux semaines d'intenses travaux avec l'appui technique et financier du Fonds Monétaire International (FMI). Il y a lieu de rappeler que la

première semaine a porté sur les points saillants tels que la Présentation de la méthodologie togolaise en matière de la budgétisation verte ; la présentation assurée à la fois par la conseillère résidente du FMI auprès de monsieur le Ministre de l'économie et des finances Mme Amina BILLA BAMBARA, le point focal national de la budgétisation verte au Togo Mme KOUHOUE S. Akouvi et M. ASSIGNON Kokou, membre du noyau de la budgétisation verte au Togo.



Tour à tour, ils ont déroulé le processus de la budgétisation verte, les difficultés et perspectives à savoir : la budgétisation verte ; les méthodologies de marquage existantes au niveau international, notamment les axes de marquage, leur codification et le cas particulier de la méthodologie d'élaboration du

budget vert en France, par M. Thomas ESPEILLAC, expert du département des finances publiques (FAD) du FMI ; et enfin, la restitution technique par l'expert du FMI qui a trouvé le premier document « budget vert Togo déjà convainquant ».

Il a pour terminer fait des recommandations et des pro-

positions pour améliorer la méthodologie togolaise de budgétisation verte.

Par ailleurs, la deuxième semaine très décisive a été consacré aux travaux de réflexions, de débats d'amélioration et affinement de la méthodologie togolaise de marquage climat et environnement des dépenses des budgets des ministères, de la structure du document.

Les travaux ont pris fin sur une note de satisfaction de tous les acteurs par rapport aux apports de l'expert du FMI, de la conseillère du FMI auprès de Monsieur le Ministre de l'économie et des finances.

ECO & FINANCES

Quotidien Economique du Togo - REC N° 0602/11/12/19/HAAC/0643/01/08/2022/HAAC

Journal d'informations, d'investigations économiques, financières et boursières

Email: ecofinances.infos@gmail.com

REC N° 0643/01/08/2022/HAAC

Édité par l'Agence de Presse ECO & FINANCES

N° RCCM: TG-LFW-01-2022-B13-02054

Site web: www.ecoetfinances.com

Adresse: rue de l'énergie Agbalepedogan
derrière l'école cour lumière

Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Directeur de publication

Komlan KPATIDE
00228 90 05 05 08

Rédacteur en Chef

Bernard D. AFAWOUBO
00228 90 90 49 83

Rédacteurs

Keziah KPATIDE
Patience SALLAH
Yves ATCHANOUVI
Kodji GATOR JOE

Direction Commerciale

00228 97 25 84 84

Graphiste

Stan AZIATO
91 77 02 74

Imprimerie

ECO & FINANCES
Tirage: 3000

Principaux produits alimentaires importés par les pays de l'UEMOA

L'indice des prix en devises a reculé de 0,6% au cours du dernier trimestre 2023

Selon le rapport sur la politique monétaire dans l'espace UEMOA, récemment rendu public par la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest (UEMOA), l'indice des prix en devises des principaux produits alimentaires importés par les pays de l'UEMOA a reculé de 0,6% au cours du dernier trimestre 2023, après une baisse de 3,3% un trimestre plus tôt.

Bernard AFAWOUBO

Selon la banque centrale, cette évolution est en ligne avec la baisse des cours des huiles végétales (-18,6%) et du blé (-6,7%). Cependant, les redressements relevés au niveau des prix du riz (+5,3%), du sucre (+2,4%) et du lait (+1,4%) ont contribué à atténuer l'ampleur de la baisse de l'indice des prix des produits importés.

Le recul des prix des huiles végétales s'explique par une offre abondante, induite par des bonnes récoltes aux Etats-Unis et des perspectives prometteuses de production en lien avec les précipitations dans plusieurs régions productrices de cé-



réales du monde. Les prix du blé ont baissé en lien avec les anticipations d'une offre abondante et d'une demande atone.

Le Département américain de l'agriculture a révisé à la hausse les perspectives d'offre mondiale et les estimations des stocks auprès

des principaux acteurs du marché mondial.

En revanche, la demande croissante de riz en Asie, en particulier en Chine, conjuguée aux interdictions d'ex-

Les prix du sucre ont augmenté en lien avec la volonté du Gouvernement indien de prolonger pour une durée indéterminée les restrictions à l'exportation, en raison de la baisse des rendements, suite aux sécheresses déclenchées par le phénomène El Niño. Les cours du lait se sont accrus du fait des tensions sur l'offre, dues au retard dans la collecte laitière, notamment en Europe.

Sur une base annuelle, l'indice des prix des principaux produits alimentaires importés par les pays de l'UEMOA s'est replié de 10,1% au quatrième trimestre 2023. Cette évolution traduit essentiellement la baisse des cours du blé (-28,2%), des huiles végétales (-26,0%), du lait (-19,8%) et du riz (-2,9%). La hausse de 21,1% des prix du sucre a atténué cette tendance.

portation et d'autres restrictions commerciales imposées par l'Inde ont contribué à la hausse des prix de ce produit.

Digging for Opportunity : Harnessing Sub-Saharan Africa's Wealth in Critical Minerals

L'Afrique attise l'appétit des investisseurs avec ses réserves de minéraux critiques

Une récente étude commandée par le Fonds Monétaire International (FMI) révèle que l'Afrique abrite environ 30% des réserves mondiales de minéraux critiques, tels que le lithium, le nickel, le manganèse et le cobalt.

Joël JAY

Selon cette étude intitulée «Digging for Opportunity : Harnessing Sub-Saharan Africa's Wealth in Critical Minerals», l'exploitation de ces ressources pourrait générer jusqu'à 2 000 milliards de dollars de revenus au cours des 25 prochaines années.

Cette projection représente environ 12% des revenus attendus de l'extraction de ces minéraux à l'échelle mondiale. La forte demande attendue

dans les prochaines années pour ces minéraux, essentiels à la transition vers des systèmes énergétiques plus durables et au développement de technologies à faibles émissions, tels que les véhicules électriques et les équipements d'énergie renouvelable, devrait contribuer à cette manne financière. Ces efforts font partie des initiatives mondiales visant à atténuer le changement climatique.

Les principaux bénéficiaires de cette prochaine ruée vers les mi-

néraux critiques devraient être les pays disposant d'importantes réserves. La République Démocratique du Congo, leader mondial du cobalt avec plus de 70% de la production mondiale et environ 50% des réserves prouvées, devrait tirer profit de cette tendance. De même, l'Afrique du Sud, le Gabon et le Ghana, qui représentent collectivement plus de 60% de la production mondiale de manganèse, devraient également en bénéficier. Le Zimbabwe et le Mali, possédant d'importants gisements de lithium encore inexploités, devraient également être des acteurs clés dans ce nouveau paysage économique. Cependant, cette transition

vers une économie plus axée sur les minéraux critiques pourrait causer des dommages aux producteurs de pétrole. Le FMI craint que les changements technologiques rapides, notamment dans le domaine des batteries de véhicules électriques, rendent certains minéraux comme le pétrole obsolètes, ce qui pourrait entraîner une baisse des revenus pétroliers à 625 milliards de dollars d'ici à 2050.

Pour maximiser les bénéfices de cette transformation, l'Afrique subsaharienne devrait investir dans des systèmes de transformation à plus forte valeur ajoutée. Cependant, le principal obstacle à la réalisation de cette

vision reste la disponibilité de financements substantiels pour établir des infrastructures de transformation locales. Les politiques visant à contraindre les multinationales à transformer localement se sont révélées inefficaces jusqu'à présent, car ces entreprises préfèrent souvent exporter le minerai brut vers leurs pays d'origine.

Malgré ces défis, l'Afrique subsaharienne reste optimiste quant à l'avenir de son industrie minière, espérant tirer parti de ses vastes réserves de minéraux critiques pour stimuler le développement économique et favoriser une transition vers une économie plus durable.

À vendre

A la Caisse

- Une villa sur 824 m2 avec piscine de 4 chambres salon moderne et une chambre ami avec une dépendance avec titre foncier
- Une villa sur 1280 m2 en

- angle de rue avec titre foncier de 5 chambres salon ; deux chambres amis et une grande salle
- Une villa sur 608 m2 avec titre foncier de 3 chambres salon en angle de rue.

A vendre

- Une villa R+2 très moderne de 5 chambres +2 salons ; 2

- cuisines ; 2 bars ; 2 dépendances ; une piscine et une pailote à Agoe assiyeye avec titre foncier ;
- Deux (02) lots collés à zanguera avant l'ancien péage en angle de rue avec un titre foncier global
- Dix (10) lots collés à zanguera avant l'ancien péage et à 30 m du goudron avec titre foncier.

Contact : (00 228) 90 05 05 08 ou le 99 06 96 71

Dette extérieure alarmante en Afrique

La mise en garde de Akinwumi Adesina, président de la BAD

Akinwumi Adesina, président de la Banque Africaine de Développement, a sonné l'alarme sur l'impact dévastateur des prêts opaques adossés à des ressources naturelles sur le fardeau de la dette de l'Afrique. S'exprimant lors du Sommet Semafor Africa, en marge des réunions de printemps 2024 du Fonds Monétaire International et de la Banque Mondiale, Adesina a souligné la nécessité urgente de transparence dans la gestion de la dette afin de garantir un avenir économique viable pour le continent

Joël JAY

L'Afrique fait face à une dette extérieure alarmante, atteignant 824 milliards de dollars en 2021, avec une dette publique représentant 65 % du PIB. Les paiements au titre du service de la dette ont explosé, passant de 17 milliards de dollars en 2010 à 74 milliards de dollars cette année. Adesina a identifié plusieurs défis structurels, notamment le passage à une dette commerciale plus coûteuse et à court terme, avec les euro-obligations représentant désormais 44 % de la dette totale.

Il a également critiqué la «prime à l'Afrique» imposée par les marchés des capitaux, malgré des taux de défaut inférieurs à ceux d'autres régions, appelant à mettre fin à cette perception du risque qui fait augmenter les coûts d'emprunt pour les pays africains. Adesina a plaidé en faveur d'une approche ordonnée et prévisible pour le traitement de la dette africaine, exhortant à une mise en œuvre accélérée du cadre commun du G20.

En plus de son appel à une transparence accrue et à une gestion prudente de la dette, Adesina a souligné la nécessité d'augmenter les financements concessionnels, en particulier pour les pays à faible revenu. Il a mis en



avant le rôle crucial du Fonds Africain de Développement dans la fourniture de financements à long terme à des taux d'intérêt peu élevés aux pays les plus vulnérables du continent.

En ce qui concerne l'avenir, Adesina reste optimiste quant aux opportunités offertes à l'Afrique, en particulier dans le domaine des énergies renouvelables. Il a mis en lumière l'Africa Investment Forum comme une plateforme clé pour faciliter les investissements à grande échelle dans des secteurs stratégiques tels que les infrastructures et le numérique. Le Sommet Semafor Africa, qui s'est tenu sous le thème «Essor mondial des classes moyennes : l'accroissement de la dette des pays en développement est-il une béné-

diction ou une malédiction ?», a réuni une gamme diversifiée de participants de haut niveau pour discuter des défis croissants liés à la dette dans les pays en développement.

Parmi les autres intervenants notables figuraient Xavier Becerra, secrétaire américain à la Santé et aux Services sociaux, Raj Shah, président de la Fondation Rockefeller, Andrew Steer, président-directeur général du Bezos Earth Fund, et Brent Neiman, secrétaire adjoint aux Finances internationales du Trésor américain.

Le Sommet Semafor Africa a également mis en lumière les efforts internationaux visant à atténuer la crise de la dette en Afrique. Xavier Becerra, secrétaire américain à la Santé et aux Services sociaux, a souligné l'importance de

trouver un équilibre entre les besoins économiques des pays en développement et la nécessité d'agir pour le climat. Il a illustré ce point en évoquant le soutien apporté par la Fondation Rockefeller au gouvernement sud-afri-

encouragé les investisseurs à soutenir des initiatives qui contribuent à la résilience des communautés locales tout en réduisant les émissions de carbone.

Brent Neiman, secrétaire adjoint aux Finances internationales du Trésor américain, a souligné les efforts déployés par le gouvernement américain pour aider les pays africains à réduire leur endettement. Il a cité la récente émission d'obligations par la Côte d'Ivoire, le Bénin et le Kenya comme preuve que les économies émergentes restent attractives pour les investisseurs malgré les défis liés à la dette.

Le sommet Semafor Africa a mis en lumière l'urgence de prendre des mesures pour atténuer la crise de la dette en Afrique et a souligné l'importance d'une approche collaborative entre les gouvernements, les institutions financières internationales et les organisations de la société civile. Alors que l'Afrique continue de faire face à des défis économiques et environnementaux, il est essentiel de travailler ensemble pour assurer un avenir plus durable et prospère pour le continent.

La réunion à Washington reflète l'urgence et l'importance accordées à la question de la dette dans les économies en développement et souligne la nécessité d'une action concertée pour atténuer ses effets néfastes sur la croissance économique et le développement durable en Afrique.

Réformes pour soutenir le Togo

L'économie togolaise maintient une croissance robuste à 5,2 % en 2023

Au Togo, les réformes pour soutenir le progrès du pays porte ses fruits. En effet, en dépit des perturbations régionales et des défis post-Covid, l'économie togolaise maintient une croissance robuste à 5,2 % en 2023, avec une stabilisation prévue en 2024.

La gestion proactive du gouvernement a permis de réduire le dé-

ficit commercial et de dynamiser la reprise industrielle. La dette publique a diminué,

passant de 63,1% à 55,9 % du PIB entre 2021 et 2022, grâce à une gestion prudente. Ces performances sont renforcées par une augmentation des investissements tant publics que privés, prévoyant une réduction considérable du taux de pauvreté à 24,8 %

d'ici 2025. Le financement record de 390 millions de dollars accordé par le Fond Monétaire International en décembre dernier vise à soutenir ces avancées économiques sur le long terme, consolidant ainsi la position du Togo en tant

qu'économie émergente en Afrique.

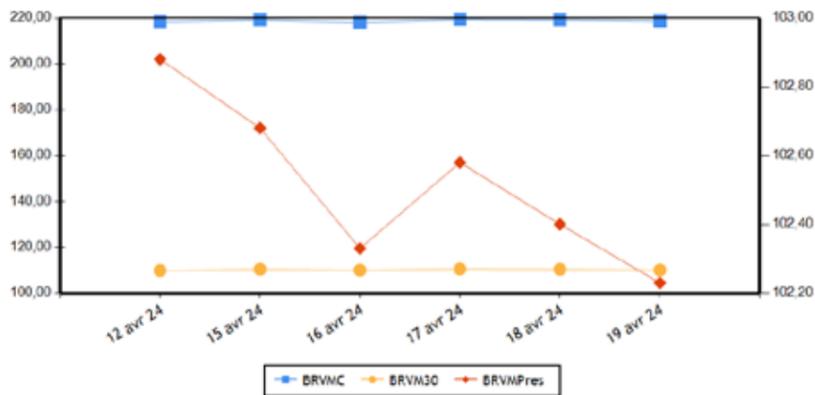
<https://togodailynews.tg>

BRVM COMPOSITE	218,60
Variation Jour	-0,25 %
Variation annuelle	2,08 %

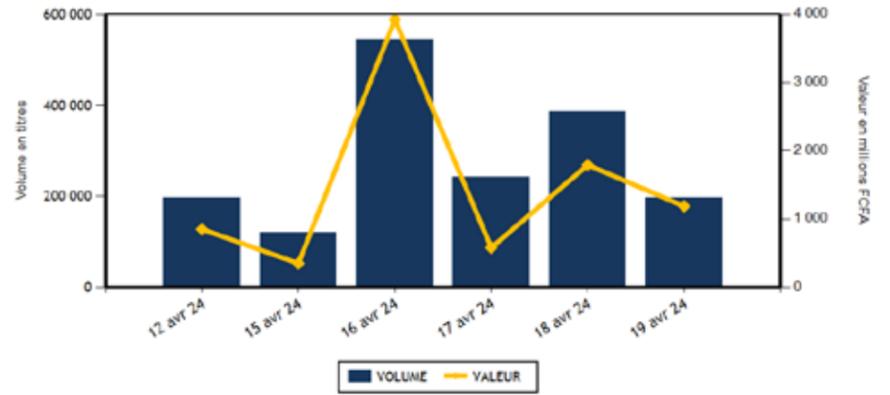
BRVM 30	110,10
Variation Jour	-0,27 %
Variation annuelle	2,09 %

BRVM PRESTIGE	102,23
Variation Jour	-0,17 %
Variation annuelle	0,75 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	8 132 289 244 401	-0,25 %
Volume échangé (Actions & Droits)	90 603	-50,93 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	281 140 967	-51,16 %
Nombre de titres transigés	38	-2,56 %
Nombre de titres en hausse	9	0,00 %
Nombre de titres en baisse	15	-28,57 %
Nombre de titres inchangés	14	55,56 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 347 173 356 271	0,17 %
Volume échangé	106 589	-47,20 %
Valeur transigée (FCFA)	905 291 119	-25,63 %
Nombre de titres transigés	10	-41,18 %
Nombre de titres en hausse	3	50,00 %
Nombre de titres en baisse	1	-83,33 %
Nombre de titres inchangés	6	-33,33 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	1 285	6,64 %	-3,38 %
SICABLE CI (CABC)	1 125	4,17 %	1,35 %
BOLLORE (SDSC)	1 660	3,75 %	22,96 %
VIVO ENERGY CI (SHEC)	770	2,67 %	-2,53 %
SETAO CI (STAC)	780	1,30 %	-13,33 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
FILTISAC CI (FTSC)	1 855	-7,25 %	0,82 %
TRACTAFRIC MOTORS CI (PRSC)	2 100	-6,67 %	10,53 %
NSIA BANQUE COTE D'IVOIRE (NSBC)	5 800	-3,33 %	-3,33 %
SOGB CI (SOGC)	3 420	-2,29 %	4,59 %
BANK OF AFRICA SENEGAL (BOAS)	3 505	-1,96 %	9,53 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	102,23	-0,17 %	0,75 %	11 604	95 363 900	6,92
BRVM-PRINCIPAL	36	105,02	-0,34 %	1,02 %	78 999	185 777 067	12,16

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	102,69	-0,29 %	1,64 %	5 797	13 696 920	38,69
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	543,47	0,03 %	2,26 %	14 859	55 021 850	8,25
BRVM - FINANCES	15	88,42	-0,67 %	2,31 %	45 656	180 362 677	6,03
BRVM - TRANSPORT	2	404,95	3,67 %	22,36 %	11 131	16 960 015	9,00
BRVM - AGRICULTURE	5	164,04	-0,98 %	1,54 %	2 117	3 301 060	8,51
BRVM - DISTRIBUTION	7	317,57	-0,22 %	-3,24 %	11 041	11 796 885	11,20
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	962,43	1,30 %	-13,33 %	2	1 560	-

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché	9,74
Taux de rendement moyen du marché	8,30
Taux de rentabilité moyen du marché	9,19
Nombre de sociétés cotées	46
Nombre de lignes obligataires	141
Volume moyen annuel par séance	327 566,00
Valeur moyenne annuelle par séance	937 881 777,70

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	5,98
Ratio moyen de satisfaction	13,45
Ratio moyen de tendance	224,99
Ratio moyen de couverture	44,45
Taux de rotation moyen du marché	0,01
Prime de risque du marché	4,52
Nombre de SGI participantes	29

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)
 Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capital flottant)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
 Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. Joseph Anoma
 Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01
 Tel : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 85
 Fax : +225 20 32 66 84
 E-mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org



Nouveau rapport de l'OCDE

L'APD à destination des pays africains a augmenté de 42 milliards \$ en 2023

D'après le nouveau rapport de l'OCDE, l'aide publique au développement (APD) en faveur de l'Afrique a augmenté en 2023 de 2% par rapport à 2022. Pas grâce à la France qui consacrait au continent 36% de son aide en 2021 et qui a vu son APD globale baisser de 11% en 2023.

L'aide publique au développement (APD) à destination de l'Afrique a augmenté à 42 milliards \$ en 2023. C'est ce qui ressort des données préliminaires sur l'aide officielle au développement, octroyée par les pays membres du comité d'aide au développement de l'OCDE, publiées ce

jeudi 11 avril 2024.

Ce montant représente une hausse de 2% par rapport aux chiffres de 2022 précise le rapport. A nouveau, c'est l'Afrique subsaharienne qui concentre la plus grande part de cette aide avec 36 milliards \$ représentant une hausse de 5% en termes réels. Cette augmentation de l'aide

captée par le continent s'inscrit dans un contexte plus global de hausse, nous apprend le rapport. En effet, l'aide publique totale au développement des pays membres du Comité d'aide au développement est estimée à 223,7 milliards de dollars. Par rapport à 2022, cela représente une hausse de 1,8% en termes réels, soit la cinquième année consécutive de hausse.

« L'aide humanitaire a augmenté de 4,8 % en 2023 et s'est élevée à 25,9 milliards USD. Les contributions aux budgets de base des organi-

sations internationales ont augmenté de 4,0 %, en partie sous l'effet des contributions à la Banque mondiale » précise le document. Et d'ajouter : « L'APD bilatérale nette pour les programmes et projets et l'assistance technique (à l'exclusion des réfugiés et de l'aide humanitaire des donateurs) a diminué de 1,5 % en termes réels, en partie à cause de la baisse des niveaux de prêts. Les dons nets au titre de l'allègement de la dette sont restés à un faible niveau, à 41 millions d'USD ».

Notons que les USA, l'Allemagne et le Japon constituent le top 3 des principaux donateurs. La France qui se situe à la cinquième position de ce classement, et qui est l'un des principaux bailleurs de Fonds de l'Afrique (36% de l'APD bilatérale consacrée au continent en 2021), a vu le montant de son aide globale baisser. Celle-ci a chuté de 11% en 2023 par rapport à 2022, principalement en raison de la baisse des aides bilatérales.

Ecomnewsafrique.com

Tourisme

Othman Chérif Alami veut multiplier par 6 le nombre de touristes à Casa-Settat

Afin de multiplier par six le nombre d'arrivées de la capitale économique d'ici 2030, le président du Centre régional du tourisme de Casablanca-Settat, Othmane Cherif Alami, a lancé un ambitieux plan d'action pour développer le tourisme d'affaires, les séjours City break et l'écotourisme rural, grâce au renforcement des campagnes de communication et de la digitalisation.

Partant du constat que la principale porte d'entrée du Royaume attire beaucoup moins de visiteurs que les villes de Marrakech et d'Agadir, le président du CRT de Casablanca-Settat vient de lancer une feuille de route pour atteindre 6 millions d'arrivées d'ici 2030 contre un million en 2023.

«Les prérequis pour multiplier par six le nombre de visiteurs à l'horizon 2030»

Avant de dérouler les grands axes de son plan d'action, Othmane Cherif Alami estime nécessaire de mettre en œuvre plusieurs prérequis de développement pour concrétiser les prévisions du Plan de développement régional qui ambitionne, à l'horizon 2030, de multiplier par six le nombre de visiteurs (4 millions d'étrangers et 2 millions de nationaux).

Et de citer la standardisation de l'écotourisme, les nombreux projets à réaliser dans le secteur balnéaire comme les hôtels all inclusive, les lieux d'animation, les parcs d'attraction, la réalisation de plusieurs musées, les grandes infrastructures comme le stade de football de Benslimane, la création d'un troisième terminal aéroportuaire et d'une deuxième piste internationale à l'aéroport Mohammed V pour doubler ses

capacités aériennes, le grand quai de croisières qui doit ouvrir dans trois mois, l'ouverture de centres commerciaux avec des zones outlet détaxées pour encourager le shopping, l'extension programmée de l'Office des foires, la création d'un Palais des congrès...

En parallèle du tourisme d'affaires et des séjours de courte durée (City break) qui ne manqueront pas d'être boostés par ces nombreux projets d'infrastructure, le président estime nécessaire de développer le tourisme rural qui fait défaut à l'offre de la région, en dépit de ses atouts.

«Développer l'offre rurale pour booster les arrivées»

Pour cela, une compétition inter-écoles intitulée «Rural Tourism Challenge» sera organisée le 25 avril par le CRT Casablanca-Settat en partenariat avec l'ONMT et le Conseil de la région Casablanca-Settat.

Grâce à la participation des étudiants de l'enseignement supérieur qui devront trouver des réponses aux problématiques rencontrées dans le rural, cette initiative inédite vise à valoriser le tourisme rural selon les thématiques de recherche suivantes :

- l'innovation dans les modèles d'hébergement rural ;
- l'amélioration de la restauration

dans les établissements ruraux en utilisant des produits locaux et du terroir, tout en minimisant l'impact sur l'environnement ;

- la création d'expériences captivantes de randonnées et d'excursions ;

- la mise en place de solutions techniques et technologiques pour optimiser la consommation d'eau et d'électricité dans les établissements ruraux existants ;
- des use cases pour l'intelligence artificielle visant à améliorer l'expérience opérationnelle des acteurs du tourisme et du client dans le rural.

Cette compétition sera suivie d'une campagne d'influence et d'une chasse au trésor afin d'initier les utilisateurs aux potentialités rurales de la région.

«Améliorer la visibilité de la région grâce à une digitalisation croissante»

Sachant que ce créneau est confronté à une digitalisation insuffisante, le CRT compte redynamiser le tourisme rural en s'adressant à l'ensemble de ses intervenants dans la restauration, l'hébergement, les activités de loisirs... L'objectif étant d'équiper les opérateurs ruraux d'outils numériques pour améliorer leur visibilité sur le marché touristique et maximiser leur potentiel

de commercialisation, en renforçant leur présence digitale sur un site web dédié, sur les réseaux sociaux et les plateformes d'information et de vente.

De plus, le site web www.visitcasablanca.ma sera mis à jour avec la création de trois rubriques : Business Events, destinée aux professionnels de l'industrie des meetings ; Tourisme rural pour mettre en avant ses différents acteurs ; Espace membres, dédié aux professionnels du tourisme de la région, qui met à leur disposition les outils de promotion de la région.

Sans compter les réseaux sociaux qui seront régulièrement alimentés en contenu digital destiné aux touristes nationaux afin de les informer sur l'activité culturelle, sportive... de Casablanca et région.

«Développer la communication et la promotion pour les marchés domestiques et étrangers»

Réservée aux résidents du Royaume, une grande campagne de communication domestique a été lancée par le CRT entre janvier et mars dernier afin de présenter la région de Casablanca comme une destination incontournable offrant un patrimoine culturel riche à travers sa gastronomie, ses plages et son agenda d'animation (concerts, spectacles, événements...).

En parallèle, le Forum interactif du tourisme, qui se tiendra à Casablanca en juillet prochain, aura pour mission de rassembler les

parties prenantes directes et indirectes du secteur (élus, autorités, professionnels...) pour coordonner les projets structurants ; et ce, avant la tenue, en novembre, du Forum africain du tourisme de Casablanca (FATC) qui débattrait des enjeux du tourisme intra-africain

Destinée aux professionnels du tourisme en Europe, une campagne de communication internationale BtoB fait un focus sur deux segments : le tourisme d'affaires (MICE) et les séjours City break à Casablanca qui a été élue «must visited city en 2024» par le site de voyages TripAdvisor.

Désireux de promouvoir sa région, le CRT sera également présent dans plusieurs salons internationaux, comme celui de l'ATM (Arabian Travel Market) qui se tiendra du 6 au 9 mai à Dubaï pour drainer du business sur place et sur les marchés asiatiques.

Enfin, plusieurs Eductours seront organisés au profit d'une douzaine d'agences de voyages et de tour-opérateurs en provenance de trois marchés émetteurs en Europe, dans l'objectif de faire découvrir la destination aux participants et de déclencher des opportunités de business lors de ces rencontres.

Reste à savoir si les nombreux projets structurants programmés par la feuille de route pour soutenir les régions touristiques comme Casablanca seront effectivement sortis de terre avant 2030...

medias24.com

Système Parlementaire

Que pensent les togolais ?

Votée à l'unanimité des députés présents, soit 87 voix sur 87, au cours de la sixième séance plénière de la première session ordinaire de l'année, la loi portant Constitution de la Vème République Togolaise suscite beaucoup de réactions au sein de la population. A l'issue du vote plusieurs acteurs se sont prononcés.

Pour Koffi Amessou Adaba, enseignant et chercheur en sociologie politique, désormais, les législatives pourront susciter plus d'engouement chez les Togolais que l'élection présidentielle de la Constitution actuelle.

« Avec la nouvelle révision constitutionnelle, on se retrouve avec une parfaite collaboration entre le législatif et l'exécutif en matière législative... Désormais, les législatives pourront susciter plus d'engouement chez les Togolais que l'élection présidentielle de la Constitution actuelle. De plus, le multipartisme pourrait aussi



subir des modifications par la collaboration des petits partis politiques. Ces derniers pourront évoluer vers de grands ensembles partisans », a-t-il indiqué.

« On a un président de la République qui assume une partie des prérogatives que le chef de l'Etat assume actuellement. On a un Président du Conseil qui va développer

une forte proximité avec la population dans le suivi et l'exécution des politiques publiques et les députés auront un poids important », a laissé entendre Gilbert Bawara, ministre de la Fonction publique, du travail et du dialogue social.

Il a par ailleurs ajouté que « Si nous allons aux élections avant de changer la Constitution, il se posera la question de la dissolution de l'Assemblée nationale pour la conformer au nouveau système. Alors que l'un des objectifs de la réforme constitutionnelle, c'est de réduire et rationaliser les consultations électorales qui sont souvent porteuses de tensions et de crises ».

Selon Pacôme Yawovi Adjourouvi, ministre des Droits de l'Homme, de la formation à la citoyenneté, et des relations avec les institutions de la République, cette révision apporte un nouveau régime

plus représentatif. « Une plénitude de pouvoir conférée au peuple par ses représentants » a-t-il déclaré.

« Nous avons expérimenté pendant un certain nombre d'années le régime présidentiel et aujourd'hui nous migrons vers le régime parlementaire. C'est une bonne chose parce que ce régime prescrit le mandat unique pour le président de la République. Ce sera une manière pour chacun des acteurs de notre pays d'arriver à la présidence de notre République en travaillant, en pêchant, en fouillant et en cherchant. Il faut qu'on se batte pour y arriver et lorsqu'on aura désigné le président du conseil des ministres dans la majorité parlementaire, cela permettra également d'aller en avant », Me Jil-Benoît Afangbedji, avocat au barreau togolais.

<https://togodailynews.tg>

Couverture sécuritaire de la campagne électorale

La FOSELR dresse le bilan des activités du 18 au 21 avril 2024

Dans le cadre de la couverture sécuritaire de la campagne électorale, la Force Sécurité Elections Législatives et Régionales (FOSELR) 2024 a récemment dressé un deuxième bilan dans le contexte de son engagement dans l'accomplissement de sa mission qui s'est déroulée du 18 au 21 avril.

Selon la FOSELR, au total 1235 meetings, 230 caravanes, 146 portes à portes se sont déroulés dans le calme et la tranquillité sur cette période. Toutefois, un accident de la circulation routière a été enregistré le 19

avril 2024 à Gbadjahé dans la préfecture de l'Est-mono et a occasionné un blessé qui a été évacué à l'hôpital avec l'aide des éléments de la FOSELR.

La présence rassurante de la FOSELR 2024 a contribué

à renforcer la confiance des citoyens dans le processus électoral et à garantir des conditions optimales pour l'exercice démocratique de leur droit de vote. Elle se félicite de ce calme qui a régné durant cette période et réitère

son appel à plus de responsabilité, à la retenue et au respect du code de la route.

Par ailleurs, elle appelle à la collaboration de tous les acteurs politiques et les invite à contacter les numéros ci-dessous afin de faciliter les actions sur le terrain :

District Autonome du Grand Lomé : 70 99 82 05
Région Maritime : 70 99 82

53
Région des Plateaux : 70 99 83 07

Région Centrale : 70 99 82 85

Région de la Kara : 70 99 82 54

Région des savanes : 70 99 83 29

Anissatou AFFO

Elections législatives et régionale

Un gala de football féminin de la liste indépendante nouvelle vision pour conquérir l'électorat de Wawa

La candidate aux élections législatives de la liste indépendante « Nouvelle Vision », Léa Afi Sika, a organisé un gala de football féminin au stade municipal de Badou, le samedi 20 avril pour faire passer son message à la population de la préfecture de Wawa.

Le gala a regroupé les équipes féminines des villages de Todomé, d'Ananicopé, de Kessibo et de Badou. C'est l'occasion pour la candidate de la nouvelle vision Léa d'appeler les populations des trois

communes de Wawa à voter massivement le parti pour le compte des législatives et régionale du 29 avril prochain. « Si nous sommes élus, nous allons à travers notre programme de société, former le citoyen togolais à la non-vio-

lence, améliorer les conditions de travail et de vie des producteurs agricoles, et du corps enseignant pour une éducation de qualité et transformer la préfecture de Wawa en zone touristique en mettant en valeur les nombreuses cascades et les vues panoramiques », a-t-elle confié.

« A travers ce gala nous avons profité pour véhiculer notre message de la non-violence avant, pendant et après les échéances électorales

prochaines. Pour que notre liste puisse développer son programme au profit de la population togolaise, il faut un climat de paix et de cohésion sociale dans chaque localité » a-t-elle déclaré. Pour finir, elle a invité son auditoire à voter massivement les candidats de la nouvelle vision pour un pays prospère.

À l'issue de ce gala de football féminin, toutes les équipes participantes ont reçu une enveloppe et un

ballon. L'équipe victorieuse d'Ananicopé a bénéficié en plus d'un trophée et d'un jeu de maillots. Depuis le démarrage de la campagne le 13 avril, la nouvelle vision est passée dans les 12 cantons des trois communes de la préfecture de Wawa pour se faire connaître et avoir l'onction des chefs traditionnels et autorités locales avant de se lancer dans l'arène.

<https://atop.tg/>

RACINES FORT 7.5%



600*
FCFA

BOUTEILLE

50cl

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. À BOIRE AVEC MODÉRATION.

*Prix de vente détail conseillé

➤ **NOUVELLE FORCE DE LA NATURE** ◀



BB L'ORIGINE & LA QUALITÉ

www.bbblome.com

